

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2016/202438]

**28 AVRIL 2016. — Décret portant mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat  
et diverses dispositions relatives à la politique de l'emploi (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *L'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié en dernier lieu par la loi du 24 juillet 2008, il est inséré un paragraphe 4/1, rédigé comme suit :

« § 4/1. La surveillance et le contrôle du paragraphe 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, (litteras *h*), *m*), *p*), *s*), *t*), *w*), *za*) et *zc*), et du paragraphe 1<sup>er</sup>*bis*, premier alinéa jusqu'au troisième alinéa inclus, et du cinquième alinéa jusqu'au neuvième alinéa inclus, s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Le contrôle et la surveillance du paragraphe 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, *m*), et du paragraphe 1<sup>er</sup>*bis*, premier alinéa, jusqu'au troisième alinéa, et cinquième alinéa, jusqu'au neuvième alinéa inclus, s'opèrent sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour les allocations de chômage, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques. ».

**Art. 2.** A l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « l'Office national de l'emploi » sont remplacés par « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « Office régional de l'Emploi » sont remplacés par les mots « service public régional de l'emploi »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, *a*), les mots « du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence » sont remplacés par les mots « du revenu d'intégration sociale prévu par la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, *b*), 3<sup>ème</sup> tiret, les mots « de l'article 9, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 9*bis* »;

5° dans le paragraphe 5, les mots « l'Office national de l'emploi » sont remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

6° dans le paragraphe 6, aux alinéas 2, 3 et 4, les mots « l'Office national de l'emploi » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

7° dans le paragraphe 6, alinéa 4, les mots « comme l'allocation de chômage ordinaire » sont abrogés;

8° dans le paragraphe 6, alinéa 5, les mots « l'Office national de l'emploi » sont remplacés par « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

**Art. 3.** A l'article 8*ter*, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté-loi, inséré par la loi du 29 mars 2012, les mots « l'Office national de l'emploi » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

**Art. 4.** Dans le même arrêté-loi, il est inséré un article 8*quater*, rédigé comme suit :

« Art. 8*quater*. La surveillance et le contrôle des articles 8 à 9 inclus et de leurs mesures d'exécution, à l'exception des dispositions du paragraphe 4, deuxième et troisième alinéas, paragraphes 7 et 10 de l'article 8, s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

CHAPITRE II. — *Loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par des étrangers des activités professionnelles indépendantes*

**Art. 5.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par des étrangers, des activités professionnelles indépendantes, modifié par la loi du 10 janvier 1977 et par la loi du 2 février 2001, les mots « du Royaume » sont remplacés par les mots « de la région de langue française ».

**Art. 6.** L'article 2 de la même loi, remplacé par la loi du 2 février 2001, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le Gouvernement peut dispenser de l'obligation prévue à l'article 1<sup>er</sup> certaines catégories d'étrangers en raison de la nature de leur profession ou de toutes autres situations particulières qu'il détermine, excepté celles relatives au séjour des étrangers. ».

**Art. 7.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la même loi, modifié par les lois du 28 juin 1984, du 2 février 2001, du 1<sup>er</sup> mai 2006 et du 1<sup>er</sup> mars 2007, les mots « le Ministre des Classes moyennes » sont remplacés par « le Gouvernement ».

**Art. 8.** L'article 6, de la même loi, remplacé par la loi du 1<sup>er</sup> mai 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le fonctionnaire délégué désigné par le Gouvernement apprécie si la demande tendant à l'obtention, à la prorogation ou au renouvellement d'une carte professionnelle satisfait aux conditions de recevabilité.

L'étranger dont la carte professionnelle est refusée par le fonctionnaire délégué désigné par le Gouvernement peut introduire un recours auprès de l'autorité compétente désignée par le Gouvernement. La notification du refus mentionne les voies de recours possibles, les instances compétentes qui en prennent connaissance, ainsi que les exigences de formes et de délais à respecter. ».

**Art. 9.** A l'article 7 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase introductive du premier alinéa est remplacée, comme suit :

« Le fonctionnaire délégué désigné par le Gouvernement peut retirer la carte professionnelle au titulaire : »;

2° le deuxième alinéa est remplacé, comme suit :

« L'étranger dont la carte professionnelle est retirée par le fonctionnaire délégué le fonctionnaire délégué désigné par le Gouvernement peut introduire un recours auprès de l'autorité compétente désignée par le Gouvernement. La notification du retrait mentionne les voies de recours possibles, les instances compétentes qui en prennent connaissance, ainsi que les exigences de formes et de délais à respecter. ».

**Art. 10.** L'article 8 de la même loi, modifié par la loi du 28 juin 1984, est remplacé, comme suit :

« Art. 8. Lorsque l'étranger séjourne déjà en Belgique, il doit y séjourner légalement pour pouvoir introduire le recours visé aux articles 6 et 7.

Le recours est introduit par lettre signée et recommandée à la poste endéans les trente jours après la notification de la lettre recommandée par laquelle la décision de refus ou de retrait est signifiée. Le cachet de la poste fait foi.

La date d'échéance du délai prévu au deuxième alinéa est comprise dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, la date d'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Le recours doit être motivé.

Les prescriptions des alinéas précédents sont prévues à peine de nullité.

Chaque demande introduite après l'introduction du recours visé aux articles 6 et 7, pour la même activité professionnelle indépendante, est déclarée irrecevable, et ce, aussi longtemps que le recours est pendant auprès de l'autorité compétente désignée par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut déterminer des modalités de procédure de recours. ».

**Art. 11.** Les articles 9 à 11 inclus de la même loi sont abrogés.

**Art. 12.** Dans la même loi, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« Art. 12/1. La surveillance et le contrôle de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Les inspecteurs sociaux visés à l'article 2, 1°, du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi peuvent procéder à la saisie, contre récépissé, des cartes professionnelles qui ont été retirées ou pour lesquelles il existe des raisons de croire qu'elles ont été contrefaites ou falsifiées.

Ils peuvent également soit enjoindre l'étranger de cesser son activité, soit ordonner la fermeture de l'établissement exploité par lui, à partir d'une date et pour une durée qu'ils déterminent. ».

**Art. 13.** Dans la même loi, il est inséré un article 13/1., rédigé comme suit :

« Art. 13/1. § 1<sup>er</sup>. Est puni soit d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende pénale de 26 à 1.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros :

1° l'étranger qui, soumis à l'obligation visée à l'article 1<sup>er</sup>, de la présente loi, exerce une activité indépendante sans être titulaire d'une carte professionnelle;

2° l'étranger qui exerce une activité indépendante bien qu'il a été enjoint de cesser son activité, voire de fermer l'établissement exploité;

3° l'étranger qui obtient frauduleusement une carte professionnelle grâce à des manœuvres frauduleuses;

4° quiconque a sciemment fourni des renseignements ou communiqué des documents inexacts aux fonctionnaires et agents chargés de la surveillance.

§ 2. En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation pour une infraction, la peine peut être portée au double du maximum.

§ 3. Les décimes additionnels visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont également applicables aux amendes administratives visées dans le présent article.

L'administration compétente indique dans sa décision la multiplication en vertu de la loi précitée du 5 mars 1952 ainsi que le chiffre qui résulte de cette majoration. ».

**Art. 14.** A l'article 14 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° le premier alinéa est complété par les mots « ou à l'article 13/1., premier alinéa, 2° à 4° »;

2° le deuxième alinéa est complété par les mots « ou à l'article 13/1. ».

#### CHAPITRE III. — *Loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'action sociale*

**Art. 15.** Dans la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'action sociale modifiée en dernier lieu par la loi du 20 décembre 2012, il est inséré un article 62ter, rédigé comme suit :

« La surveillance et le contrôle des articles 57<sup>quater</sup>, §§ 1<sup>er</sup> à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, 60, § 7, et 61, ainsi que de leurs mesures d'exécution se déroulent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi par les membres du personnel de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé désignés à cet effet par le Gouvernement.

En ce qui concerne l'article 57<sup>quater</sup>, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, le contrôle ou la surveillance s'exercent sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour l'aide sociale financière, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques. ».

#### CHAPITRE IV. — *La section 6 de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales*

**Art. 16.** Dans l'article 108 de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales, modifié par les lois du 2 août 2002 et du 30 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 1, les 4 premiers tirets sont complétés par les mots « dans une unité d'établissement située sur le territoire de la région de langue française »;

b) au point 1, le cinquième tiret est complété par les mots « occupés dans une unité d'établissement située sur le territoire de la région de langue française »;

c) le point 2 est complété par les mots « qui occupent les personnes visées au 1°) »;

2° au paragraphe 2, au point 1, les mots « sur le territoire de la région de langue française, » sont insérés entre les mots « autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, » et « fournissent des prestations de travail »;

3° au paragraphe 4, les mots « Conseil national du travail » sont remplacés par « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 17.** A l'article 110, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par les lois du 22 décembre 1989 et du 5 septembre 2001, les mots « auprès du Ministre de l'Emploi et du travail » sont remplacés par « au sein du Conseil économique et social de Wallonie qui en assure le secrétariat ».

**Art. 18.** Dans l'article 111 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'alinéa 2, les mots « Pour les formations suivies à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1993 » sont supprimés;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est abrogé et remplacé par :

« Le plafond annuel est fixé à :

1° 100 heures, si le travailleur suit une formation professionnelle;

2° 80 heures, s'il suit une formation générale;

3° 100 heures, s'il suit, au cours de la même année, une formation générale et une formation professionnelle. »;

3° au paragraphe 2, à l'alinéa 2, le nombre 120 est remplacé par 100;

4° au paragraphe 4, le nombre 180 est remplacé par 100;

5° au paragraphe 5, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre 180 est remplacé par le nombre 120;

6° au paragraphe 5, à l'alinéa 2, le nombre 180 est remplacé par le nombre 120;

7° le paragraphe 5bis est supprimé et remplacé par :

« § 5bis. Par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 5, le plafond maximum annuel est fixé à 180 heures, que la formation coïncide ou non avec les heures de travail et même si elle est suivie en combinaison avec d'autres formations, pour :

1. les formations préparant à l'exercice d'un métier figurant dans la liste des métiers en pénurie établie annuellement par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ou par l'Office national de l'Emploi et à condition que la formation soit entamée dans une année au cours de laquelle elle figure sur la liste des métiers en pénurie, à l'exception des formations qui mènent à un grade de bachelier ou à un diplôme de l'enseignement supérieur non-universitaire lorsque le travailleur dispose déjà d'un grade ou d'un diplôme équivalent;

2. les formations dans l'enseignement secondaire ou de promotion sociale qui mènent à un certificat de l'enseignement secondaire supérieur, pour autant que le travailleur ne dispose pas encore de diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur;

3. les formations de base reconnues par la Commission, pour autant que le travailleur ne dispose pas encore d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur. »;

6° au paragraphe 7, à l'alinéa 2, les mots « Conseil national du Travail » sont remplacés par « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 19.** Dans l'article 120 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « du Ministère de l'Emploi et du Travail » sont remplacés par « de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

2° l'alinéa 3 est complété par :

« Le montant forfaitaire est déterminé en fonction des crédits budgétaires disponibles. En cas de dépassement imminent de ces crédits budgétaires, il peut, après avis urgent du Conseil économique et social de Wallonie et de la Commission visée à l'article 110, prendre les initiatives nécessaires pour sauvegarder l'équilibre budgétaire. »;

3° à l'alinéa 5, les mots « Conseil national du Travail » sont remplacés par « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 20.** Dans l'article 121, § 5, de la même loi, inséré par la loi du 17 mai 2007 et modifié par la loi du 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par :

« Les crédits budgétaires affectés chaque année au budget général des dépenses de la Région wallonne et dont le montant est inscrit au budget de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi pour le remboursement visé à l'article 120 sont utilisés pour les remboursements des déclarations de créance relatives aux congés-éducation payés afférents aux formations qui se déroulent durant l'année scolaire, en ce compris durant les grandes vacances d'été, qui se termine durant l'année civile qui précède l'année budgétaire, que les formations soient ou pas organisées en année scolaire. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° à l'alinéa 3, les mots « des alinéas précédents » sont remplacés par « de l'alinéa précédent ».

**Art. 21.** L'article 124 de la même loi, remplacé par la loi du 6 juin 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 124. La surveillance et le contrôle de la section 6 et de ses mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

**Art. 22.** L'article 131 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 131. § 1<sup>er</sup>. Est puni d'une amende administrative de dix à cent euros, quiconque fournit sciemment des informations inexactes en vue de l'application des règles relatives au congé-éducation payé énoncées dans la présente section et dans les mesures d'exécution de cette loi.

§ 2. L'amende visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 3. Les décimes additionnels visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont également applicables aux amendes administratives visées dans le présent article. L'administration compétente indique dans sa décision la multiplication en vertu de la loi précitée du 5 mars 1952 ainsi que le chiffre qui résulte de cette majoration.

§ 4. En cas de récidive dans l'année qui suit une décision administrative infligeant une amende administrative, le montant de l'amende administrative peut être porté au double du maximum. Ce délai d'un an prend cours le jour où la décision administrative n'est plus susceptible de recours.

Le délai se compte de quantième à veille de quantième, à dater du lendemain de l'acte ou de l'événement qui y donne cours.

§ 5. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés en vertu de la présente section. ».

**Art. 23.** L'article 137*bis* de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 17 mai 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 137*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le droit de l'employeur à l'obtention au remboursement visé à l'article 120, et pour lequel les créances concernant ce remboursement n'ont pas été introduites selon les modalités fixées par le Gouvernement, s'éteint le 30 juin de l'année qui suit l'année budgétaire au cours de laquelle les créances sont nées.

A partir de l'année scolaire 2016-2017, le droit visé à l'alinéa précédent s'éteint le 31 mars de l'année qui suit l'année budgétaire au cours de laquelle les créances sont nées.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, les créances relatives au remboursement visé à l'article 120 pour le congé-éducation payé octroyé pour une formation qui est organisée en année scolaire sont réputées nées le dernier jour de la formation ou, lorsque la formation s'étend sur plusieurs années, le dernier jour de chaque année de formation.

Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, les créances relatives au remboursement visé à l'article 120 pour le congé-éducation payé octroyé pour une formation qui n'est pas organisée en année scolaire et qui se déroule au cours d'une même année scolaire, grandes vacances d'été comprises, sont réputées nées le dernier jour de l'année scolaire au cours de laquelle elle se termine.

Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, les créances relatives au remboursement visé à l'article 120 pour des heures de congé éducation-payé octroyées pour une formation qui n'est pas organisée en année scolaire et qui se déroule au cours d'années scolaires successives sont scindées en fonction de l'année scolaire au cours de laquelle les heures de congé-éducation payé ont été utilisées et sont réputées nées le dernier jour de l'année scolaire pendant laquelle les heures de congé éducation-payé sont utilisées. ».

**Art. 24.** Est insérée dans la section 6 de la même loi, entre la sous-section 5 et la sous-section 6, une sous-section 5*bis* intitulée : « Sous-section 5*bis*.- Traitement des données à caractère personnel. ».

**Art. 25.** Dans la sous-section 5*bis*, insérée par l'article 24, il est inséré un article 137*ter* rédigé comme suit :

« Art. 137*ter*. Les données à caractère personnel des travailleurs bénéficiant du congé éducation payé et participant aux formations visées à l'article 109 qui sont transmises aux Services du Gouvernement par les chefs d'établissements d'enseignement ou les responsables des organisations visées à l'article 109 ou leurs délégués via les rapports d'évaluation des formations agréées par la Commission d'agrément sont traitées conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

#### CHAPITRE V. — Loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs

**Art. 26.** Dans la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, il est inséré un article 35/1, rédigé comme suit :

« Art. 35/1. La surveillance et le contrôle des articles 1<sup>er</sup>, paragraphe 7, et 32*bis* et de leurs mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

**Art. 27.** Dans la même loi, l'article 39, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 39. § 1<sup>er</sup>. Est punie soit d'une amende pénale de 50 à 500 euros, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'entreprise de travail intérimaire, son préposé ou son mandataire qui, en contravention avec les articles 1<sup>er</sup>, § 7, et 32*bis*, a mis un intérimaire à la disposition d'un utilisateur dans le cadre d'un trajet de mise au travail en dehors du cas prévu par l'article 1<sup>er</sup>, § 7, ou sans respect des conditions et procédures prévues à l'article 32*bis*.

§ 2. Est puni soit d'une amende pénale de 50 à 500 euros, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'utilisateur, son préposé ou son mandataire qui, en violation des articles 1<sup>er</sup>, § 7, et 32*bis*, a occupé un intérimaire en dehors du cas prévu par l'article 1<sup>er</sup>, § 7, ou sans respect des conditions et procédures prévues à l'article 32*bis*.

§ 3. Pour les infractions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 4. Les décimes additionnels visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales sont également applicables aux amendes administratives visées dans le présent article. L'administration compétente indique dans sa décision la multiplication en vertu de la loi précitée du 5 mars 1952 ainsi que le chiffre qui résulte de cette majoration.

§ 5. En cas de récidive dans l'année qui suit une décision administrative infligeant une amende administrative, le montant de l'amende administrative peut être porté au double du maximum. Ce délai d'un an prend cours le jour où la décision administrative n'est plus susceptible de recours.

Le délai se compte de quantième à veille de quantième, à dater du lendemain de l'acte ou de l'événement qui y donne cours.

§ 6. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés en vertu de la présente section. ».

#### CHAPITRE VI. — Loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires

**Art. 28.** Dans l'annexe de la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée par la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, rubrique 23-Emploi et travail, les mentions suivantes« Dénomination du fonds budgétaire organique 23-9-Fonds pour la promotion de la qualité des conditions de travail.

Nature des recettes affectées :

- recettes provenant des cotisations des employeurs et des travailleurs versées à l'Office national de sécurité sociale dont le montant est déterminé annuellement par le budget;

- recouvrement des subventions qui ont été versées indûment.

Nature des dépenses autorisées :

- frais administratifs, frais résultant de l'engagement de personnel et dépenses affectées au paiement des subventions qui ont pour but de soutenir des actions qui ont trait à la promotion de la qualité des conditions de travail des travailleurs âgés. » sont abrogés.

CHAPITRE VII. — *Loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

**Art. 29.** A l'article 19 de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Conseil consultatif pour l'occupation des travailleurs étrangers » sont remplacés par les mots « Conseil économique et social de Wallonie »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ci-après dénommé Conseil consultatif » sont abrogés;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 30.** A l'article 20, alinéa 2, de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les mots « Conseil consultatif » sont remplacés par les mots « Conseil économique et social de Wallonie ».

CHAPITRE VIII. — *Décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi*

**Art. 31.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 février 2008 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, remplacé par le décret du 22 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de niveau 1 » sont abrogés;

2° les mots « de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par « du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ».

**Art. 32.** L'article 4 du même décret, remplacé par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Lorsqu'ils l'estiment nécessaire, les inspecteurs sociaux visés à l'article 1<sup>er</sup> communiquent les renseignements recueillis lors de leur enquête, aux institutions publiques et aux institutions coopérantes de sécurité sociale, aux inspecteurs sociaux visés à l'article 16, 1°, de la loi du 6 juin 2010 introduisant le Code pénal social, aux inspecteurs des lois sociales des services d'inspection de la Région flamande, aux inspecteurs de l'emploi des services d'inspection de la Région de Bruxelles-Capitale, aux inspecteurs sociaux des services d'inspection de la Communauté germanophone, ainsi qu'à tous les autres fonctionnaires chargés du contrôle et/ou de la surveillance d'autres législations ou en application d'une autre législation, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés ou en application d'une autre législation.

Ces renseignements sont communiqués lorsque les institutions, les services, les inspecteurs et les fonctionnaires visés à l'alinéa premier le demandent.

Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation de celle-ci. ».

**Art. 33.** Dans le même décret, est inséré un article 5bis rédigé comme suit :

« Art. 5bis. Les administrations auxquelles appartiennent les inspecteurs sociaux peuvent également, en exécution d'un accord de coopération conclu avec les autorités compétentes des autres Communautés et Régions, autoriser sur le champ de compétence territoriale de la Région wallonne, la présence des inspecteurs des lois sociales des services d'inspection de la Région flamande, des inspecteurs de l'emploi des services d'inspection de la Région de Bruxelles-Capitale, des inspecteurs sociaux des services d'inspection de la Communauté germanophone en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice de la surveillance dont ces derniers sont chargés. Les renseignements recueillis sur le champ de compétence territoriale d'une autre Communauté ou d'une autre Région par un inspecteur de l'emploi dans le cadre d'un accord conclu avec les autorités compétentes des autres Communautés et Régions, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis dans la Région wallonne par les inspecteurs sociaux. ».

**Art. 34.** Dans le même décret, à l'article 6, les mots « sur base des articles 4 et 5 » sont remplacés par « sur base des articles 4, 5 et 5bis ».

CHAPITRE IX. — *Décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels*

**Art. 35.** A l'article 2 du décret du 5 février 2008 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels, remplacé par le décret du 22 novembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de niveau 1 » sont abrogés;

2° les mots « de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne » sont remplacés par « du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ».

**Art. 36.** L'article 5 du même décret, modifié par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Lorsqu'ils l'estiment nécessaire, les inspecteurs sociaux visés à l'article 2 communiquent les renseignements recueillis lors de leur enquête, aux institutions publiques et aux institutions coopérantes de sécurité sociale, aux inspecteurs sociaux visés à l'article 16, 1° de la loi du 6 juin 2010 introduisant le Code pénal social, aux inspecteurs des lois sociales des services d'inspection de la Région flamande, aux inspecteurs de l'emploi des services d'inspection de la Région de Bruxelles-Capitale, aux inspecteurs sociaux des services d'inspection de la Communauté germanophone, ainsi qu'à tous les autres fonctionnaires chargés du contrôle et/ou de la surveillance d'autres législations ou en application d'une autre législation, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés ou en application d'une autre législation. Ces renseignements sont communiqués lorsque les institutions, les services, les inspecteurs et les fonctionnaires visés à l'alinéa premier le demandent. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation de celle-ci. ».

**Art. 37.** Dans le même décret, est inséré un article *6bis* rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. Les administrations auxquelles appartiennent les inspecteurs sociaux peuvent également, en exécution d'un accord de coopération conclu avec les autorités compétentes des autres Communautés et Régions, autoriser sur le champ de compétence territoriale de la région de langue française, la présence des inspecteurs des lois sociales des services d'inspection de la Région flamande, des inspecteurs de l'emploi des services d'inspection de la Région de Bruxelles-Capitale, des inspecteurs sociaux des services d'inspection de la Communauté germanophone en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice de la surveillance dont ces derniers sont chargés. Les renseignements recueillis sur le champ de compétence territoriale d'une autre Communauté ou d'une autre Région par un inspecteur de l'emploi dans le cadre d'un accord conclu avec les autorités compétentes des autres communautés et régions, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis dans la région de langue française par les inspecteurs sociaux. ».

**Art. 38.** Dans le même décret, à l'article 7, les mots « sur base des articles 5 et 6 » sont remplacés par « sur base des articles 5, 6 et *6bis* ».

#### CHAPITRE X. — Loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi

**Art. 39.** Dans la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, il est inséré un article 46/1, rédigé comme suit :

« Art. 46/1. La surveillance et le contrôle de l'article 43 et de ses mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

#### CHAPITRE XI. — Loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité

**Art. 40.** A l'article 2 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 1°), les mots « L'Etat » sont remplacés par les mots « la Région wallonne »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 2°) est remplacé par ce qui suit :

« 2°) société émettrice : la société qui émet les titres-services »;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 4°) est complété par « qui ont leur résidence principale en Région wallonne »;

4° dans le paragraphe 2, e, les mots « ni d'arriérés de paiement de montants réclamés par l'Office national de l'emploi » sont remplacés par « ni d'arriérés de paiement de montants réclamés par ou en vertu de la présente loi par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ni d'arriérés de paiement de montants réclamés par ou en vertu de la présente loi par les Services du Gouvernement. »;

5° dans le paragraphe 2, g, les mots « l'ONem » sont remplacés par les mots « les Services que le Gouvernement désigne »;

6° le paragraphe 2, g, est complété par les mots suivants : « et dont le contenu est arrêté et élaboré par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

7° dans le paragraphe 2, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« L'agrément et son retrait se font par l'autorité compétente que le Gouvernement désigne, après avis d'une commission consultative des agréments instituée au sein du Conseil économique et social de Wallonie, dans laquelle les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs sont également représentées. Le Gouvernement détermine la procédure d'agrément à suivre, ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments. Le Conseil économique et social de Wallonie assure le secrétariat de la commission consultative des agréments »;

8° quatre paragraphes sont ajoutés, rédigés comme suit :

« § 3. L'entreprise qui est agréée soit en Région de Bruxelles-capitale, soit en Région flamande sollicite son agrément en Région wallonne selon la procédure simplifiée fixée par accord de coopération ou par le Gouvernement. Néanmoins, elle doit satisfaire aux obligations prévues par ou en vertu de l'article 2, § 2.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine ou par accord de coopération, dispenser l'entreprise de démontrer le respect de ces obligations.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine ou par accord de coopération, dispenser en tout ou en partie l'entreprise des obligations prévues par ou en vertu de l'article 2*bis*.

§ 4. L'entreprise qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen et qui est agréée soit en Région de Bruxelles-capitale, soit en Région flamande sollicite son agrément en Région wallonne selon la procédure simplifiée fixée par accord de coopération ou par le Gouvernement. Néanmoins, elle doit satisfaire aux obligations prévues par ou en vertu de l'article 2, § 2.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, dispenser l'entreprise de démontrer le respect de ces obligations.

Le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine ou par accord de coopération, dispenser en tout ou en partie l'entreprise des obligations prévues par ou en vertu de l'article 2*bis*.

§ 5. L'entreprise qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen et qui n'est pas agréée soit en Région de Bruxelles-capitale, soit en Région flamande, doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'elle satisfait dans son pays, à des conditions équivalentes à celles déterminées par ou en vertu de l'article 2, § 2, et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient l'entreprise qui sollicite un agrément.

§ 6. L'entreprise qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen satisfait aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'elle satisfait aux conditions déterminées par ou en vertu de l'article 2, § 2, et apporte la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient l'entreprise qui sollicite un agrément.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application des paragraphes 3, 4, 5 et 6. ».

**Art. 41.** A l'article *2bis*, de la même loi, modifié par la loi du 22 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'Office national de l'Emploi » sont chaque fois remplacés par les mots « aux Services que le Gouvernement désigne »;

2° dans le paragraphe 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 4, les mots « de l'Etat fédéral » sont chaque fois remplacés par les mots « régionale »;

3° dans le paragraphe 2, alinéas 2 et 3, les mots « L'Office national de l'Emploi » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

**Art. 42.** Dans la même loi, un article *2ter* est inséré, rédigé comme suit :

« Art. *2ter*. Dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés, ainsi que dans les cas visés par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, si l'activité consistant en la fourniture de travaux ou services de proximité visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>), de la présente loi est poursuivie en Région wallonne par l'entreprise bénéficiaire du transfert de tout ou partie du patrimoine de l'entreprise agréée cédante, l'agrément de l'entreprise agréée est transféré à l'entreprise bénéficiaire.

L'entreprise bénéficiaire est tenue de respecter, pour le maintien de l'agrément, l'ensemble des conditions d'agrément prévues par ou en vertu de la présente loi, à l'exception pour l'entreprise bénéficiaire d'un agrément transféré d'une entreprise cédante agréée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, des conditions prévues par ou en vertu des articles 2, § 2, *h*), et *2bis*, de la loi.

L'entreprise bénéficiaire est tenue d'informer les Services que le Gouvernement désigne de la transformation juridique.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application du présent article. ».

**Art. 43.** A l'article 3 de la même loi, modifié par les lois du 22 décembre 2003 et du 9 juillet 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « des chômeurs complets indemnisés, des bénéficiaires de l'allocation d'insertion » sont remplacés par « de demandeurs d'emploi inoccupés ou occupés à temps partiel »;

2° à l'alinéa 5, les mots « L'Office national de l'Emploi » sont remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

**Art. 44.** A l'article *3bis* de la même loi, modifié par la loi du 4 juillet 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « L'Office national de l'Emploi » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

2° à l'alinéa 3, le mot « fédérale » est remplacé par « régionale ».

**Art. 45.** A l'article 4 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les mots « L'Office national de l'Emploi » sont remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement détermine également les modalités du financement des titres-services selon les moyens disponibles annuellement au budget de la Région wallonne. En vue du financement de l'intervention régionale dans le coût des titres-services, un prélèvement annuel est effectué sur les moyens disponibles au budget général des dépenses de la Région wallonne. Le montant de ce prélèvement est inscrit au budget de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi qui procède au paiement de la société émettrice. ».

**Art. 46.** A l'article *4bis*, de la même loi, inséré par la loi du 30 décembre 2009, les mots « SPF Emploi, Travail et Concertation sociale » sont remplacés par les mots « les Services que le Gouvernement désigne ».

**Art. 47.** A l'article 7, de la même loi, modifié par les lois du 17 juin 2009, du 4 juillet 2011 et du 22 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « l'Office national de l'emploi » sont remplacés par les mots « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de l'Etat fédéral » sont remplacés par les mots « régionale »;

3° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 48.** Dans la même loi, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art.7/1. A l'exception des dispositions visées à la section 2 du chapitre II, la surveillance et le contrôle de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

**Art. 49.** L'article *9bis* de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Art. *9bis*. § 1<sup>er</sup>. L'entreprise agréée peut obtenir, auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, le remboursement partiel des frais de formation des travailleurs occupés sous contrat de travail titres-services.

Le Gouvernement wallon détermine les critères, les conditions et les règles concernant la demande et l'octroi de ce remboursement partiel.

§ 2. En vue du financement du remboursement partiel des frais de formation, visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, un prélèvement annuel est effectué sur les moyens disponibles au budget général des dépenses de la Région wallonne.

Le montant visé à l'alinéa précédent est inscrit au budget de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi qui procèdera au remboursement à l'entreprise agréée. ».

**Art. 50.** A l'article 10 de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 2003 et modifié par la loi du 22 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « au président de la Chambre des représentants et au Conseil des Ministres » sont remplacés par « au Gouvernement et au Parlement »;

2° à l'alinéa 2, les mots « coût global brut et net de la mesure avec une attention particulière pour les effets retour notamment en matière d'allocations de chômage » sont supprimés.

**Art. 51.** Dans cette même loi, l'article 10ter de la même loi, abrogé par la loi du 22 juin 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 10ter. § 1<sup>er</sup>. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la loi :

1° effectue, dans le cadre de travaux ou de services de proximité, des activités qui ne sont pas autorisées par la décision d'agrément;

2° accepte des titres-services en paiement d'activités qui ne sont pas des travaux ou des services de proximité;

3° accepte et transmet à la société émettrice, en vue du remboursement, plus de titres-services pour des prestations de travaux ou de services de proximité effectuées durant un trimestre déterminé, que le nombre d'heures de travail déclarées à l'O.N.S.S. pour des prestations de travaux ou de services de proximité effectuées pendant le même trimestre par des travailleurs sous contrat de travail titres-services.

§ 2. Est puni soit d'une amende pénale de 100 à 1.000 euros, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la loi :

1° accepte des titres-services de l'utilisateur alors que les travaux ou les services de proximité ne sont pas encore effectués;

2° fait effectuer des travaux ou des services de proximité par un travailleur qui n'a pas été recruté pour accomplir des travaux ou des services de proximité;

3° n'organise pas l'enregistrement des activités titres-services de manière telle que l'on puisse vérifier exactement la relation entre les prestations mensuelles de chaque travailleur titres-services individuel, l'utilisateur et les titres-services correspondants;

4° fournit des travaux ou des services de proximité sans être agréé à cette fin;

5° exerce une autre activité que les activités pour lesquelles un agrément peut être accordé sur la base de la loi et ne crée pas dans son sein une « section sui generis » qui s'occupe spécifiquement de l'occupation dans le cadre du régime des titres-services tel que visée dans l'article 2, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, a);

6° fait effectuer des travaux ou des services financés par les titres-services en sous-traitance par une autre entreprise ou un autre organisme;

7° fait payer par des titres-services un autre volume de travail que celui correspondant aux activités d'aide à domicile de nature ménagère venant en supplément à partir de son agrément. ».

**Art. 52.** L'article 10quater de la même loi, inséré par la loi du 17 juin 2009 et abrogé par la loi du 22 juin 2012, rétabli dans la rédaction suivante :

« Art.10quater. Est puni soit d'une amende pénale de 50 à 500 euros, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la loi :

1° représente l'utilisateur pour l'application de l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et de l'article 6 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ou qui représente le travailleur pour signer le titre-service;

2° ne transmet pas les titres-services groupés par mois au cours duquel les prestations sont effectivement effectuées à la société émettrice en vue du remboursement.

**Art. 53.** L'article 10quinquies de la même loi, inséré par la loi du 17 juin 2009 et abrogé par la loi du 22 juin 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 10quinquies. § 1<sup>er</sup>. Sont punis soit d'une amende pénale de 100 à 1.000 euros, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros, l'utilisateur et le travailleur qui, en contravention avec la loi, participent sciemment et volontairement à une infraction visée à l'article 10ter commise par un employeur, son préposé ou son mandataire.

§ 2. Sont punis soit d'une amende pénale de 50 à 500 euros, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'utilisateur et le travailleur qui, en contravention avec la loi, participent sciemment et volontairement à une infraction visée à l'article 10quater commise par un employeur, son préposé ou son mandataire. ».

**Art. 54.** L'article 10sexies de la même loi, inséré par la loi du 17 juin 2009 et abrogé par la loi du 22 juin 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 10sexies. Pour les infractions, visées aux articles 10ter et 10quater, l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs associés à l'infraction. L'amende multipliée ne peut toutefois pas dépasser le centuple de l'amende maximale. ».

**Art. 55.** Dans la même loi, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, il est inséré un article 10septies/1, rédigé comme suit :

« Art. 10septies/1. En cas de récidive dans les cinq ans, la sanction maximale visée aux articles 10ter à 10sexies inclus, peut être reportée au double du maximum. ».

**Art. 56.** Dans la même loi, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, il est inséré un article 10septies/2, rédigé comme suit :

« Art. 10septies/2. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses mandataires ou préposés sont condamnés. ».

**Art. 57.** Dans la même loi, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, il est inséré un article 10septies/3, rédigé comme suit :

« Art. 10septies/3. Les montants indûment reçus sont recouverts d'office.

Le Gouvernement peut arrêter les modalités relatives au recouvrement des montants indûment reçus. ».

**Art. 58.** Dans la même loi, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, il est inséré un article 10septies/4, rédigé comme suit :

« Art. 10septies/4. Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, à l'exception du chapitre V, mais y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions définies par la présente loi. En cas de récidive, l'article 85 du Code pénal ne s'appliquera pas. ».

**Art. 59.** Dans l'intitulé du Chapitre IV/2 de la même loi, inséré par la loi du 4 juillet 2011, les mots « contre les décisions de l'Office national de l'Emploi » sont abrogés.

**Art. 60.** A l'article 10octies de la même loi, inséré par la loi du 4 juillet 2011, les mots « l'Office national de l'emploi » sont remplacés par les mots « les Services que le Gouvernement désigne et par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».



CHAPITRE XII. — *Loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs*

**Art. 61.** L'article 15 de la même loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, remplacé par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Dans les conditions et selon la procédure et les modalités fixées par le Gouvernement wallon, l'employeur, pour le travailleur occupé dans une unité d'établissement située en région de langue française est tenu, lorsqu'il est constaté qu'il n'a pas respecté les obligations qui découlent des articles 13 et 14, de payer une contribution en faveur de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Cette contribution est affectée au reclassement professionnel des travailleurs qui n'ont pas bénéficié de la procédure de reclassement professionnel prévue par les articles 13 et 14.

Le montant de cette contribution, majoré d'un montant pour couvrir les charges administratives et financières, est fixé par le Gouvernement.

Cette contribution ainsi que la majoration sont assimilées à une dette de l'employeur envers l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, notamment en ce qui concerne les délais de paiement, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la désignation du juge compétent en cas de litige, la prescription en matière de procédure judiciaire. ».

**Art. 62.** Dans la même loi, il est inséré un article 17/1, rédigé comme suit :

« Art.17/1. La surveillance et le contrôle des articles 15 et 16 et de leurs mesures d'exécution, s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

**Art. 63.** A l'article 22 de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 2004, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° employeur : la personne physique ou la personne morale ayant une unité d'établissement en région de langue française et à laquelle s'applique la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. »;

2° le 2° est complété par les mots « au moment de l'introduction de la demande de subvention qui sont occupés par l'employeur visés au 1° dans une unité d'établissement située en région de langue française. ».

**Art. 64.** L'intitulé de la section 2 du chapitre VII de la même loi est remplacé par « Section 2 - La subvention octroyée dans le cadre du dispositif appelé Fonds de l'expérience professionnelle. ».

**Art. 65.** L'article 24 de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 2004, est abrogé.

**Art. 66.** L'article 25 de la même loi est abrogé.

**Art. 67.** L'article 26 de la même loi, remplacé par la loi du 27 décembre 2004, est remplacé par :

« Art. 26. La subvention accordée par ou en vertu du présent chapitre a pour but de soutenir des actions qui ont trait :

1° à la promotion des possibilités d'emploi des travailleurs âgés;

2° à la qualité des conditions de travail des travailleurs âgés;

3° à l'organisation du travail des travailleurs âgés;

4° à la sensibilisation des secteurs et des entreprises en ce qui concerne les points 1° à 3°;

5° aux avis donnés aux fonds de sécurité d'existence et aux employeurs en ce qui concerne les points 1° à 3°.

La subvention visée à l'alinéa premier est financée par un prélèvement annuel effectué sur les moyens disponibles au budget général des dépenses de la Région wallonne et dont le montant est inscrit au budget de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. ».

**Art. 68.** La section 3 intitulée « Section 3 - La subvention. » est abrogée.

**Art. 69.** A l'article 27 de la même loi, modifié par les lois du 27 décembre 2004 et du 6 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses compétences » sont remplacés par « le Gouvernement »;

2° à l'alinéa 3, les mots « Conseil national du travail » sont remplacés par « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 70.** Dans l'article 32 de la même loi, les mots « des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 » sont remplacés par les mots « des articles 57 à 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes. ».

**Art. 71.** Dans l'article 33 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions » sont remplacés par « l'autorité compétente que le Gouvernement désigne »;

2° les mots « dans le fonds » sont remplacés par « visés à l'article 26, alinéa 2 ».

**Art. 72.** L'article 34 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. La surveillance et le contrôle de ce chapitre et de ses mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

CHAPITRE XIII. — *Loi-programme (I) du 24 décembre 2002*

**Art. 73.** Dans la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifiée en dernier lieu par la loi du 26 décembre 2015, il est inséré un article 338/1 rédigé comme suit :

« Art. 338/1. Pour qu'un employeur puisse bénéficier de l'une des réductions groupes-cibles due pour un travailleur en application des sous-sections 2, 3, 5, 5bis, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 de la présente section, ce travailleur doit être occupé dans une unité d'établissement située sur le territoire de la région de langue française.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas où l'employeur ne dispose pas d'unité d'établissement en Belgique mais qu'il occupe un travailleur en Belgique, les réductions groupes-cibles visées aux sous-sections 2, 3, 5, 5bis, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 de la présente section s'appliquent lorsque le travailleur est principalement occupé, pendant le trimestre concerné, sur le territoire de la région de langue française. ».

**Art. 74.** Dans la même loi-programme, il est inséré un article 338/2, rédigé comme suit :

« Art. 338/2. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, la surveillance et le contrôle des articles 335 à 341*bis*, 346 à 347*bis* inclus, 353*bis*, 353*bis*/9 à 353*bis*/14, 353*ter* et 353*quater* et de leurs mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. Il en va de même pour les articles 324 à 328 inclus, dans la mesure où ils se rapportent aux articles précités. ».

CHAPITRE XIV. — *Loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations*

**Art. 75.** L'article 85 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations est remplacé comme suit :

« Art. 85. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, la surveillance et le contrôle des articles 79 à 84 inclus, et 87, ainsi que leurs mesures d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi. ».

CHAPITRE XV. — *Dispositions transitoires*

**Art. 76.** Les articles 6 à 11 inclus de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, tels qu'ils existaient avant leur modification ou abrogation par les articles 8 à 11 inclus, sont d'application pour les recours contre le refus ou le retrait de la carte professionnelle introduits avant le jour de l'entrée en vigueur des articles 8 à 11.

**Art. 77.** Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les entreprises qui étaient agréées au 31 décembre 2015 en vertu de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité sont continuent à être agréées sur le territoire de la Région wallonne.

Les dispositions du chapitre 11 du présent décret s'appliquent, dès leur entrée en vigueur, aux entreprises agréées avant leur entrée en vigueur et à celles dont la demande d'agrément a été introduite avant leur entrée en vigueur.

CHAPITRE XVI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 78.** Le décret du 13 mars 2003 portant constitution d'une société wallonne de services de placement payant est abrogé.

**Art. 79.** Sont abrogés dans le Code pénal social, modifié par les lois des 29 mars 2012, 11 février 2013 et 25 avril 2014 :

1<sup>o</sup> l'article 173, § 1<sup>er</sup>;

2<sup>o</sup> l'article 177/1, §§ 1<sup>er</sup>, 2, 4 et 5, et § 3, premier alinéa, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>.

**Art. 80.** L'article 78 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 81.** Les articles 40, 2<sup>o</sup>, et 49 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2015.

**Art. 82.** Les articles 2, 3, 5, 6, 7, 16, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 18, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, 19, 1<sup>o</sup>, 28, 31, 35, 40, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, 41, 42, 43, 44 à 47, 50, 61, 63 à 68, 69, 1<sup>o</sup>, 70, 71 et 73 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 avril 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—  
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 440 (2015-2016) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 avril 2016.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202438]

**28 APRIL 2016. — Decreet tot uitvoering van de zesde Staatshervorming en houdende verschillende bepalingen inzake het tewerkstellingsbeleid (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

**Artikel 1.** Artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 24 juli 2008, wordt aangevuld met een paragraaf 4/1, luidend als volgt :

« § 4/1. Het toezicht en de controle op de naleving van paragraaf 1, derde lid, *h*), *m*), *p*), *s*), *t*), *w*), *za*) en *zc*), en van paragraaf *1bis*, eerste tot en met derde lid en van het vijfde tot en met het negende lid, worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

Het toezicht en de controle op de naleving van paragraaf 1, derde lid, *m*), en van paragraaf *1bis*, eerste tot en met derde lid en vijfde tot en met negende lid, worden uitgeoefend onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen die voor de sociale zekerheidsbijdragen of de werkloosheidsuitkeringen bevoegd zijn en die de enige administratieve en technische operatoren terzake zijn. ».

**Art. 2.** In artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 24 juli 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening » vervangen door de woorden « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling);

2° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, worden de woorden « Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling » vervangen door de woorden « service public régional de l'emploi (gewestelijke overheidsdienst tewerkstelling) »;

3° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, *a*), worden de woorden « het bestaansminimum genieten, bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum » vervangen door de woorden « het leefloon genieten zoals bepaald bij de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie »;

4° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, *b*), 3<sup>de</sup> streepje, worden de woorden « van artikel 9, derde lid, » vervangen door de woorden « artikel *9bis* »;

5° in paragraaf 5 worden de woorden « de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening » vervangen door de woorden « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

6° in paragraaf 6, tweede, derde en vierde lid, worden de woorden « de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening » telkens vervangen door de woorden « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi »;

7° in paragraaf 6, vierde lid, vervallen de woorden « zoals de gewone werkloosheidsuitkering »;

8° in paragraaf 6, vijfde lid, worden de woorden « de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening » vervangen door de woorden « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

**Art. 3.** In artikel 8<sup>ter</sup>, eerste en tweede lid, van dezelfde besluitwet, ingevoegd bij de wet van 29 maart 2012, worden de woorden « de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening » telkens vervangen door de woorden « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

**Art. 4.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 8<sup>quater</sup>, luidend als volgt :

« Art. 8<sup>quater</sup>. De controle en het toezicht op de naleving van de artikelen 8 en 9 en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen, met uitzondering van de bepalingen van paragraaf 4, tweede en derde lid, de paragrafen 7 en 10 van artikel 8, worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. ».

HOOFDSTUK II. — *Wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen*

**Art. 5.** In artikel 1 van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1977 en bij de wet van 2 februari 2001, worden de woorden « van het Koninkrijk » vervangen door de woorden « van het Franse taalgebied ».

**Art. 6.** Artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 februari 2001, wordt vervangen als volgt:

« Art. 2. De Regering kan bepaalde categorieën van vreemdelingen van de bij artikel 1 bepaalde verplichting vrijstellen vanwege de aard van hun beroep of vanwege alle andere bijzondere toestanden die zij bepaalt, met uitzonderingen van die betreffende het verblijf van de vreemdelingen. ».

**Art. 7.** In artikel 3, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1984, 2 februari 2001, 1 mei 2006 en 1 maart 2007, worden de woorden « de Minister van Middenstand » vervangen door de woorden « de Regering ».

**Art. 8.** Artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 1 mei 2006, wordt vervangen als volgt:

« Art. 6. De afgevaardigde ambtenaar, die door de Regering aangewezen is, oordeelt of de aanvraag om verkrijging, verlenging of vernieuwing van een beroepskaart voldoet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden.

De vreemdeling wiens beroepskaart door de door de Regering aangewezen afgevaardigde ambtenaar geweigerd wordt, kan beroep aantekenen bij de bevoegde autoriteit aangewezen door de Regering. De kennisgeving van de weigering vermeldt de mogelijke beroepswegen, de bevoegde instanties die er kennis van nemen, alsook de in acht te nemen vorm- en termijnvereisten. ».

**Art. 9.** In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt:

« de door de Regering aangewezen afgevaardigde ambtenaar kan de beroepskaart van de houder intrekken : »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De vreemdeling wiens beroepskaart door de door de Regering aangewezen afgevaardigde ambtenaar ingetrokken wordt, kan beroep aantekenen bij de bevoegde autoriteit aangewezen door de Regering. De kennisgeving van de intrekking vermeldt de mogelijke beroepswegen, de bevoegde instanties die er kennis van nemen, alsook de in acht te nemen vorm- en termijnvereisten. ».

**Art. 10.** Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984, wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Indien de vreemdeling al in België verblijft, moet zijn verblijf wettig zijn om het beroep als bedoeld in de artikelen 6 en 7 te kunnen indienen.

Het beroep wordt bij ter post aangetekende en ondertekende brief ingesteld binnen dertig dagen na kennisgeving van de aangetekende brief waarbij de beslissing tot weigering of intrekking wordt betekend. De poststempel geldt als bewijs.

De dag waarop de termijn als bedoeld in het tweede lid verstrijkt, wordt in de termijn meegerekend. Wanneer deze dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijk verlofdag is, wordt de vervaldatum verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

Het beroep moet met redenen omkleed zijn.

De voorschriften uit de voorgaande leden zijn voorzien op straffe van nietigheid.

Zolang het beroep bij de door de Regering aangewezen bevoegde autoriteit hangende is, wordt elke na instelling van het beroep ingediende aanvraag als bedoeld in de artikelen 6 en 7 voor dezelfde zelfstandige beroepsactiviteit, onontvankelijk verklaard.

De Regering kan regels inzake de beroepsprocedure bepalen. ».

**Art. 11.** De artikelen 9 tot en met 11 van dezelfde wet worden opgeheven.

**Art. 12.** Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 12/1, luidend als volgt :

« Art. 12/1. De controle en het toezicht op de naleving van deze wet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

De sociale inspecteurs bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid kunnen overgaan tot de invordering, tegen ontvangstbewijs, van de beroepskaarten die zijn ingetrokken of waarvoor redenen bestaan om aan te nemen dat zij nagemaakt of vervalst werden.

Zij kunnen tevens de vreemdeling gelasten de bedrijvigheid te staken, of de sluiting van de door hem geëxploiteerde zaak bevelen, vanaf de datum en voor de duur die zij bepalen. »

**Art. 13.** Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 13/1, luidend als volgt :

« Art. 13/1. § 1. Wordt bestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 1.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro :

1° de vreemdeling die, onderworpen aan de verplichting bedoeld in artikel 1 van deze wet, een zelfstandige activiteit uitoefent zonder in het bezit te zijn van een beroepskaart;

2° de vreemdeling die een zelfstandige activiteit uitoefent niettegenstaande de staking van de bedrijvigheid werd gelast of de sluiting van de geëxploiteerde zaak werd bevolen;

3° de vreemdeling die door het aanwenden van listige kunstgrepen een beroepskaart bedrieglijk verkrijgt;

4° hij die wetens en willens onjuiste inlichtingen verstrekt of onjuiste documenten heeft bezorgd aan de ambtenaren en agenten belast met het toezicht.

§ 2. Bij herhaling in de loop van het jaar na een veroordeling wegens een overtreding kan de straf op het dubbele van het maximum gebracht worden.

§ 3. De opdecimen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdécimes op de strafrechtelijke geldboeten zijn ook toepasselijk op de administratieve geldboeten bedoeld in dit artikel.

De bevoegde administratie vermeldt in haar beslissing de vermenigvuldiging krachtens voornoemde wet van 5 maart 1952 alsook het getal dat uit de verhoging resulteert. ».

**Art. 14.** In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « of in artikel 13/1., eerste lid, 2° tot 4° »;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « of in artikel 13/1. ».

### HOOFDSTUK III. — *Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

**Art. 15.** De organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 20 december 2012, wordt aangevuld met een artikel 62ter, luidend als volgt :

« De controle en het toezicht op de naleving van de artikelen 57quatter, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, 60, § 7, en 61, alsook van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid die daartoe zijn aangewezen door de Regering.

Wat betreft artikel 57quater, paragrafen 1 tot en met 3, en paragraaf 4, 2°, worden het toezicht en de controle uitgeoefend onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen die voor de sociale zekerheidsbijdragen of voor de financiële maatschappelijke hulpverlening bevoegd zijn en de enige administratieve en technische operatoren terzake zijn. ».

HOOFDSTUK IV. — *Afdeling 6 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen*

**Art. 16.** In artikel 108 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 2002 en 30 december 2009 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder punt 1 worden de eerste vier streepjes aangevuld met de woorden « in een inrichtingseenheid gevestigd op het grondgebied van het Franse taalgebied »;

b) onder punt 1 worden het vijfde streepje aangevuld met de woorden « tewerkgesteld in een inrichtingseenheid gevestigd op het grondgebied van het Franse taalgebied »;

c) punt 2 wordt aangevuld met de woorden « die onder 1°) bedoelde personen tewerkstellen »;

2° in paragraaf 2, punt 1, worden de woorden « op het grondgebied van het Franse taalgebied » ingevoegd tussen de woorden « anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst » en « arbeid verrichten »;

3° in paragraaf 4 worden de woorden « Nationale Arbeidsraad » vervangen door de woorden « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië).

**Art. 17.** In artikel 110, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989 en 5 september 2001 worden de woorden « Bij de Minister van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « Binnen de 'Conseil économique et social de Wallonie', die er het secretariaat van waarneemt, ».

**Art. 18.** In artikel 111 van dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « Voor de opleidingen gevolgd vanaf 1 september 1993 » geschrapt;

2° in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven en vervangen als volgt :

« Het maximum bedraagt per jaar :

1° 100 uren indien de werknemer een beroepsopleiding volgt;

2° 80 uren indien hij een algemene opleiding volgt;

3° 100 uren indien hij in de loop van hetzelfde jaar een algemene opleiding en een beroepsopleiding volgt. »;

3° in paragraaf 2, lid 2 wordt het getal 120 vervangen door het getal 100;

4° in paragraaf 4, wordt het getal 180 vervangen door het getal 100;

5° in paragraaf 5, eerste lid, wordt het getal 180 vervangen door het getal 120

4° in paragraaf 5, tweede lid, wordt het getal 180 vervangen door het getal 120;

5° paragraaf 5bis vervalt en wordt vervangen als volgt :

« § 5bis. In afwijking van de §§ 1, 2, 3 en 5, bedraagt het maximum per jaar 180 uren, ongeacht of de opleiding al dan niet samenvalt met de werkuren en ook indien ze in combinatie met andere opleidingen wordt gevolgd, voor :

1. opleidingen die voorbereiden op de uitoefening van een beroep opgenomen op de lijst van de knelpuntberoepen die jaarlijks wordt opgemaakt door de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » of door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en op voorwaarde dat de opleiding aangevat wordt in de loop van een jaar waarin ze voorkomt op de lijst van knelpuntberoepen, met uitzondering van de opleidingen die leiden naar een graad van bachelor of een diploma van het niet-universitaire hoger onderwijs als de werknemer al over een gelijkwaardige graad of diploma beschikt;

2. opleidingen in het secundair onderwijs of in sociale promotie die leiden tot een certificaat van het hoger secundair onderwijs, voor zover de werknemer nog geen diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs heeft;

3. de basisopleidingen erkend door de Commissie voor zover de werknemer nog geen diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs heeft. »;

6° in paragraaf 7, tweede lid, worden de woorden « Nationale Arbeidsraad » vervangen door de woorden « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 19.** In artikel 120 van dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden « het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid » vervangen door de woorden « l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« Het vaste bedrag wordt bepaald op grond van de beschikbare begrotingskredieten. Als die begrotingskredieten overschreden dreigen te worden, kan hij, na dringend advies van de « Conseil économique et social de Wallonie » en van de Commissie bedoeld in artikel 110, de nodige maatregelen nemen om het begrotingsevenwicht te handhaven. »;

3° in het vijfde lid worden de woorden « Nationale Arbeidsraad » vervangen door de woorden « Conseil économique et social de Wallonie ».

**Art. 20.** In artikel 121, § 5, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2007 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De begrotingskredieten die jaarlijks op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest uitgetrokken worden en waarvan het bedrag in de begroting van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » opgenomen wordt met het oog op de terugbetaling bedoeld in artikel 120, worden aangewend voor de terugbetalingen van de schuldvorderingen betreffende de betaalde educatieve verlopen i.v.m. de opleidingen die plaatsvinden in de loop van het schooljaar, grote zomervakantie inbegrepen, dat verstrijkt in de loop van het kalenderjaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat, ongeacht of de opleidingen al dan niet in schooljaar georganiseerd worden. »;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden « van de vorige leden » vervangen door de woorden « van het vorige lid ».

**Art. 21.** Artikel 124 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 juni 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 124. De controle en het toezicht op de naleving van afdeling 6 en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. ».

**Art. 22.** Artikel 131 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt hersteld als volgt :

« Art. 131. § 1. Met een administratieve geldboete van tien tot honderd euro wordt bestraft, eenieder die onjuiste inlichtingen verschaft met het oog op de toepassing van de regels betreffende het betaald educatief verlof vermeld in onderhavige afdeling en in de uitvoeringsmaatregelen van deze wet.

§ 2. De geldboete als bedoeld in paragraaf 1 wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 3. De opdecimen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdécimes op de strafrechtelijke geldboeten zijn ook toepasselijk op de administratieve geldboeten bedoeld in dit artikel. De bevoegde administratie vermeldt in haar beslissing de vermenigvuldiging krachtens voornoemde wet van 5 maart 1952 alsook het getal dat uit de verhoging resulteert.

§ 4. Bij herhaling in de loop van het jaar na een administratieve beslissing waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd, kan het bedrag van de de administratieve geldboete op het dubbele van het maximum gebracht worden. Die termijn van een jaar gaat in de dag waarop de administratieve beslissing niet meer het voorwerp van een beroep kan uitmaken.

De termijn wordt gerekend van de zoveelste tot de dag voor de zoveelste, vanaf de dag na die van de handeling of van de gebeurtenis welke hem doet ingaan.

§ 5. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers werden veroordeeld krachtens deze afdeling. ».

**Art. 23.** Artikel 137*bis* van dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 17 mei 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 137*bis*. § 1. Het recht van de werkgever op de terugbetaling bedoeld in artikel 120 en waarvoor de schuldvorderingen met betrekking tot die terugbetaling niet werden ingediend volgens de nadere regelen vastgesteld door de Regering, vervalt op 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar in de loop waarvan de schuldvorderingen zijn ontstaan.

Vanaf het schooljaar 2016-2017 vervalt het recht bedoeld in het vorige lid op 31 maart van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar in de loop waarvan de schuldvorderingen zijn ontstaan.

§ 2. Voor de toepassing van deze paragraaf worden de schuldvorderingen betreffende de in artikel 120 bedoelde terugbetaling inzake het betaald educatief verlof toegekend voor een in schooljaar georganiseerde opleiding geacht te zijn ontstaan op de laatste dag van de opleiding of, wanneer de opleiding zich over verschillende jaren spreidt, op de laatste dag van elk opleidingsjaar.

Voor de toepassing van paragraaf 1 worden de schuldvorderingen betreffende de in artikel 120 bedoelde terugbetaling inzake het betaald educatief verlof toegekend voor een opleiding die niet in schooljaar georganiseerd wordt en die in de loop van hetzelfde schooljaar plaatsvindt, grote zomervakantie inbegrepen, geacht te zijn ontstaan op de laatste dag van het schooljaar in de loop waarvan ze eindigt.

Voor de toepassing van paragraaf 1 worden de schuldvorderingen betreffende de in artikel 120 bedoelde terugbetaling inzake uren betaald educatief verlof toegekend voor een opleiding die niet in schooljaar georganiseerd wordt en die in de loop van opeenvolgende schooljaren plaatsvindt, opgesplitst naar gelang van het schooljaar in de loop waarvan de uren betaald educatief verlof gebruikt werden, en worden ze geacht te zijn ontstaan op de laatste dag van het schooljaar in de loop waarvan de uren betaald educatief verlof gebruikt worden. ».

**Art. 24.** In afdeling 6 van dezelfde wet wordt tussen onderafdeling 5 en onderafdeling 6 een onderafdeling 5*bis* ingevoegd, luidend als volgt : « Onderafdeling 5*bis*. — Verwerking van de persoonsgegevens ».

**Art. 25.** Onderafdeling 5*bis*, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 137*ter*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 137*ter*. De persoonsgegevens van de werknemers die het betaald educatief verlof genieten en deelnemen aan de opleidingen bedoeld in artikel 109, die door de hoofden van de onderwijsinrichtingen of de in artikel 109 bedoelde verantwoordelijken van de organisaties of hun afgevaardigden aan de Diensten van de Regering overgemaakt worden via rapporten m.b.t. de evaluatie van de door de erkenningscommissie erkende opleidingen, worden verwerkt overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. ».

*HOOFDSTUK V. — Wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid  
en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers*

**Art. 26.** In de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, wordt een artikel 35/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 35/1. Het toezicht en de controle op de naleving van de artikelen 1, paragraaf 7, en 32*bis* en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. ».

**Art. 27.** Artikel 39 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"Art. 39. § 1. Wordt gestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, het uitzendbureau, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de artikelen 1, § 7, en 32*bis*, een uitzendkracht in het kader van een tewerkstellingstraject ter beschikking stelt van een gebruiker buiten het door artikel 1, § 7, bepaalde geval of zonder naleving van de in artikel 32*bis* bepaalde voorwaarden en procedures.

§ 2. Wordt gestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, de gebruiker, zijn aangestelde of zijn lasthebber, die, in strijd met de artikelen 1, § 7, en 32*bis*, een uitzendkracht heeft tewerkgesteld buiten het door artikel 1, § 7, bepaalde geval of zonder naleving van de in artikel 32*bis* bepaalde voorwaarden en procedures.

§ 3. Voor de in §§ 1 en 2 bedoelde inbreuken wordt de geldboete vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 4. De opdecimen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboeten zijn eveneens van toepassing op de administratieve geldboetes bedoeld in dit artikel. De bevoegde administratie vermeldt in haar beslissing de vermenigvuldiging krachtens voormelde wet van 5 maart 1952 alsook het getal dat het gevolg is van deze verhoging.

§ 5. In geval van herhaling binnen het jaar dat volgt op een bestuurlijke beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete, kan het bedrag van de administratieve geldboete op het dubbel van het maximum worden gebracht. De termijn van één jaar vangt aan op de dag waarop de bestuurlijke beslissing niet langer vatbaar is voor beroep.

Hij wordt gerekend van de zoveelste tot de dag voor de zoveelste, vanaf de dag na die van de handeling of van de gebeurtenis welke hem doet ingaan.

§ 6. Krachtens deze afdeling is de werkgever burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld. ».

HOOFDSTUK VI. — *Wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen*

**Art. 28.** In de bijlage van de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, gewijzigd bij de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, rubriek 23 - Werkgelegenheid en arbeid, worden de volgende woorden opgeheven : « Benaming van het organiek begrotingsfonds 23-9-Fonds ter bevordering van de kwaliteit van de arbeidsomstandigheden.

Aard van de toegewezen ontvangsten :

- Ontvangsten afkomstig van de werkgevers- en werknemersbijdragen gestort aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid waarvan het bedrag jaarlijks wordt bepaald in de begroting;
- terugvordering van de ten onrechte gestorte subsidies.

Aard van de toegestane uitgaven :

- administratieve kosten, kosten voor de aanwerving van personeel en uitgaven voor de betaling van toelagen tot ondersteuning van acties die betrekking hebben op de bevordering van de kwaliteit van de arbeidsomstandigheden van oudere werknemers. ».

HOOFDSTUK VII. — *Wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

**Art. 29.** Artikel 19 van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, wordt gewijzigd als volgt:

1° in het eerste lid, worden de woorden « Adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers » vervangen door de woorden « Sociaal-economische raad van Wallonië »;

2° in het eerste lid, worden de woorden « hier "Adviesraad" genoemd » opgeheven;

3° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 20, tweede lid, van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, wordt het woord « Adviesraad » vervangen door de woorden « Sociaal-economische raad van Wallonië ».

HOOFDSTUK VIII. — *Decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid*

**Art. 31.** In artikel 1 van het decreet van 5 februari 2008 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid, vervangen bij het decreet van 22 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van niveau 1 » worden opgeheven;

2° de woorden « van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest » worden vervangen door de woorden « van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst ».

**Art. 32.** Artikel 4 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 4. Indien nodig geacht door de sociale inspecteurs bedoeld in lid 1, delen laatstgenoemden de inlichtingen die ze bij hun onderzoek vergaard hebben mee aan de openbare instellingen, aan de medewerkende sociale zekerheidsinstellingen, aan de sociale inspecteurs bedoeld in artikel 16, 1°, van de wet van 6 juni 2010 tot invoering van het Sociaal Strafwetboek, aan de inspecteurs van de sociale wetten van het Vlaams Gewest, aan de gewestelijke werkgelegenheidsinspecteurs van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de sociale inspecteurs van de inspectiediensten van de Duitstalige Gemeenschap, evenals aan alle andere ambtenaren belast met de controle en/of het toezicht op andere wetgevingen of in toepassing van een andere wetgeving voor zover die inlichtingen laatstgenoemden kunnen aanbelangen in de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn of in toepassing van een andere wetgeving.

Die inlichtingen worden overgemaakt wanneer de instellingen, de diensten, de inspecteurs en de ambtenaren bedoeld in lid 1 daarom verzoeken.

De inlichtingen die bij de uitvoering van onderzoeksopdrachten, opgelegd door de gerechtelijke overheid vergaard worden, mogen evenwel enkel met de toelating van laatstgenoemde medegedeeld worden. ».

**Art. 33.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. De administraties waartoe de sociale inspecteurs behoren kunnen eveneens ter uitvoering van een samenwerkingsakkoord gesloten met de bevoegde overheden van de andere Gemeenschappen en Gewesten de aanwezigheid op het territoriaal bevoegdheidsgebied van het Waalse Gewest toelaten van de inspecteurs van de sociale wetten van de inspecteurs van de sociale wetten van het Vlaams Gewest, van de gewestelijke werkgelegenheidsinspecteurs van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de sociale inspecteurs van de inspectiediensten van de Duitstalige Gemeenschap met het oog op het vergaren van alle gegevens die nuttig kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee laatstgenoemden belast zijn. De gegevens die door een werkgelegenheidsinspecteur vergaard zijn op het territoriale bevoegdheidsgebied van een andere Gemeenschap of een ander Gewest in het kader van een akkoord, gesloten met de bevoegde overheden van de andere Gemeenschappen en Gewesten, kunnen onder dezelfde voorwaarden gebruikt worden als de gegevens vergaard door de sociale inspecteurs in het Waalse Gewest. ».

**Art. 34.** In hetzelfde decreet worden, in artikel 6, de woorden « krachtens de artikelen 4 en 5 » vervangen door de woorden « op grond van de artikelen 4, 5 en *5bis* ».

HOOFDSTUK IX. — *Decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing*

**Art. 35.** In artikel 32 van het decreet van 5 februari 2008 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing, vervangen bij het decreet van 22 november 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van niveau 1 » worden opgeheven;

2° de woorden « van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest » worden vervangen door de woorden « van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst ».

**Art. 36.** Artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 27 november 2007, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 5. Indien nodig geacht door de sociale inspecteurs bedoeld in lid 1, delen laatstgenoemden de inlichtingen die ze bij hun onderzoek vergaard hebben mee aan de openbare instellingen, aan de medewerkende sociale zekerheidsinstellingen, aan de sociale inspecteurs bedoeld in artikel 16, 1°, van de wet van 6 juni 2010 tot invoering van het Sociaal Strafwetboek, aan de inspecteurs van de sociale wetten van het Vlaams Gewest, van de gewestelijke werkgelegenheidsinspecteurs van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de sociale inspecteurs van de inspectiediensten van de Duitstalige Gemeenschap, evenals aan alle andere ambtenaren belast met de controle en/of het toezicht op andere wetgevingen of in toepassing van een andere wetgeving voor zover die inlichtingen laatstgenoemden kunnen aanbelangen in de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn of in toepassing van een andere wetgeving.

Die inlichtingen worden overgemaakt wanneer de instellingen, de diensten, de inspecteurs en de ambtenaren bedoeld in lid 1 daarom verzoeken.

De inlichtingen die bij de uitvoering van onderzoeksopdrachten, opgelegd door de gerechtelijke overheid vergaard worden, mogen evenwel enkel met de toelating van laatstgenoemde medegedeeld worden. ».

**Art. 37.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. De administraties waartoe de sociale inspecteurs behoren kunnen eveneens ter uitvoering van een samenwerkingsakkoord gesloten met de bevoegde overheden van de andere Gemeenschappen en Gewesten de aanwezigheid op het territoriaal bevoegdheidsgebied van het Waalse Gewest toelaten van de inspecteurs van de sociale wetten van de inspecteurs van de sociale wetten van het Vlaams Gewest, van de gewestelijke werkgelegenheidsinspecteurs van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de sociale inspecteurs van de inspectiediensten van de Duitstalige Gemeenschap met het oog op het vergaren van alle gegevens die nuttig kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee laatstgenoemden belast zijn. De gegevens die door een werkgelegenheidsinspecteur vergaard zijn op het territoriale bevoegdheidsgebied van een andere Gemeenschap of een ander Gewest in het kader van een akkoord, gesloten met de bevoegde overheden van de andere Gemeenschappen en Gewesten, kunnen onder dezelfde voorwaarden gebruikt worden als de gegevens vergaard door de sociale inspecteurs in het Waalse Gewest. ».

**Art. 38.** In hetzelfde decreet worden, in artikel 7, de woorden « krachtens de artikelen 5 en 6 » vervangen door « op grond van de artikelen 5, 6 en *6bis* ».

HOOFDSTUK X. — *Wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid*

**Art. 39.** In de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, wordt een artikel 46/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art.46/1. Het toezicht en de controle op de naleving van artikel 43 en van de uitvoeringsmaatregelen ervan worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. ».

HOOFDSTUK XI. — *Wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen*

**Art. 40.** In artikel 2 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, punt 1°), worden de woorden "de Staat" vervangen door de woorden "het Waalse Gewest";

2° in paragraaf 1 wordt punt 2°) vervangen als volgt:

"2°) uitgiftebedrijf: bedrijf dat de dienstencheques uitdeeft";

3° in paragraaf 1, wordt punt 4°) aangevuld met "die hun hoofdverblijfplaats in het Waalse Gewest hebben";

4° in paragraaf 2, e, worden de woorden "noch achterstallen in de betaling van de door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening teruggevorderde bedragen" vervangen door de woorden "noch achterstallen in de betaling van de door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) bij of krachtens deze wet teruggevorderde bedragen, noch achterstallen in de betaling van de door de diensten van de Regering bij of krachtens deze weet teruggevorderde bedragen.";

5° in paragraaf 2, g, worden de woorden "de RVA" vervangen door de woorden "de Diensten die de Regering aanwijst";

6° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende woorden: "en waarvan de inhoud wordt bepaald en opgesteld door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)";

7° in paragraaf 2 wordt lid 6 vervangen als volgt:

"De erkenning en de intrekking ervan gebeuren door de bevoegde overheid die de Regering aanwijst, na advies van een adviescommissie erkenningen ingesteld binnen de « Conseil économique et social de la Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië), waarin eveneens de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigd zijn. De Regering bepaalt de te volgen erkenningsprocedure, alsook de samenstelling en werkingsmodaliteiten van de adviescommissie erkenningen. De "Conseil économique et social de Wallonie" neemt het secretariaat van de adviescommissie erkenningen waar";



8° er worden vier paragrafen toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. Het bedrijf dat erkend is, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, verzoekt om zijn erkenning in het Waalse Gewest volgens de vereenvoudigde procedure vastgelegd door een samenwerkingsakkoord of door de Regering. Het bedrijf moet evenwel voldoen aan de verplichtingen bepaald bij of krachtens artikel 2, § 2.

De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt of bij een samenwerkingsakkoord, het bedrijf ervan vrijstellen om aan te tonen dat aan deze verplichtingen wordt voldaan.

De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt of bij een samenwerkingsakkoord, het bedrijf geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de verplichtingen bepaald bij of krachtens artikel 2*bis*.

§ 4. Het bedrijf dat zijn maatschappelijke zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte heeft en dat erkend is, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, verzoekt om zijn erkenning in het Waalse Gewest volgens de vereenvoudigde procedure vastgelegd door een samenwerkingsakkoord of door de Regering. Het bedrijf moet evenwel voldoen aan de verplichtingen bepaald bij of krachtens artikel 2, § 2.

De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, het bedrijf ervan vrijstellen om aan te tonen dat aan deze verplichtingen wordt voldaan.

De Regering kan, volgens de modaliteiten die zij bepaalt of bij een samenwerkingsakkoord, het bedrijf geheel of gedeeltelijk vrijstellen van de verplichtingen bepaald bij of krachtens artikel 2*bis*.

§ 5. Het bedrijf dat zijn maatschappelijke zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte heeft en dat niet erkend is hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, moet, volgens de procedure bepaald door de Regering, aantonen dat het in zijn land voldoet aan voorwaarden die overeenkomen met deze bepaald bij of krachtens artikel 2, § 2, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de Staat waaruit het bedrijf dat de erkenning aanvraagt afkomstig is.

§ 6. Het bedrijf dat zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bepaald door dit decreet en moet, volgens de procedure bepaald door de Regering, aantonen dat het voldoet aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens artikel 2, § 2, en bewijst dat het hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de Staat waaruit het bedrijf dat de erkenning aanvraagt afkomstig is.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de paragrafen eerste, 3, 4, 5 en 6.”

**Art. 41.** In artikel 2*bis* van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening” telkens vervangen door de woorden “aan de Diensten die de Regering aanwijst”;

2° in paragraaf 2, leden 1, 2 en 4, worden de woorden “de tegemoetkoming van de federale Staat” telkens vervangen door de woorden “de gewestelijke tegemoetkoming”;

3° in paragraaf 2, leden 2 en 3, worden de woorden “de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening” telkens vervangen door de woorden “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling”).

**Art. 42.** In dezelfde wet wordt en artikel 2ter ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 2ter. In het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in de gevallen bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, indien de bedrijvigheid die bestaat uit het verlenen van buurtwerken of -diensten bedoeld in artikel 2, § 1, 3°), van deze wet, in het Waalse Gewest voortgezet wordt door het bedrijf begunstigde van de overdracht van het geheel of een deel van het patrimonium van het erkende overdragende bedrijf, wordt de erkenning van het erkende bedrijf overgedragen aan het rechthebbend bedrijf.

Het rechthebbend bedrijf dient, voor het behoud van de erkenning, het geheel van de erkenningsvoorwaarden bedoeld bij of krachtens deze wet na te leven, met uitzondering voor het rechthebbend bedrijf van een erkenning overgedragen vanaf een erkend overdragend bedrijf vóór 1 januari 2013, voorwaarden die bedoeld zijn bij of krachtens de artikelen 2, § 2, *h*), en 2*bis*, van de wet.

Het rechthebbend bedrijf dient de Diensten die de Regering aanwijst in te lichten over de juridische hervorming.

De Regering kan de nadere toepassingsregels van dit artikel vaststellen.”

**Art. 43.** In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 22 december 2003 en 9 juli 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3 worden de woorden “uitkeringsgerechtigd volledig werklozen, werklozen met een inschakelingsuitkering” vervangen door “niet-werkende werkzoekenden of deeltijds tewerkgestelde werkzoekenden”;

2° in lid 5, worden de woorden “de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening” vervangen door de woorden “De “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)”.’

**Art. 44.** In artikel 3*bis* van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 juli 2011, de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening” worden telkenmale vervangen door de woorden “de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)”;’

2° in lid 3 wordt het woord “federale” vervangen door het woord “gewestelijke”.

**Art. 45.** In artikel 4 van dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 3°, worden de woorden “de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening” vervangen door de woorden “de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)”.’

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

“De Regering bepaalt ook de financieringsmodaliteiten van de dienstencheques volgens de middelen die jaarlijks beschikbaar zijn in de begroting van het Waalse Gewest. Met het oog op de financiering van de gewestelijke tegemoetkoming in de kost van de dienstencheques, wordt een jaarlijkse voorafname toegepast op de beschikbare middelen bij de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest. Het bedrag van deze voorafname is ingeschreven op de begroting van de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” die het uitgiftebedrijf betaalt.”

**Art. 46.** In artikel 4*bis*, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 december 2009, worden de woorden "de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" vervangen door de woorden "de Diensten die de Regering aanwijst".

**Art. 47.** In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 17 juni 2009, 4 juli 2011 en 22 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, worden de woorden "De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" vervangen door de woorden "De "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling)";

2° in het tweede lid worden de woorden "tegenoetkoming van de federale staat" vervangen door de woorden "gewestelijke tegenoetkoming";

3° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 48.** In dezelfde wet wordt en artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7/1. Met uitzondering van de bepalingen bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk II, worden de controle en het toezicht van deze wet en van de uitvoeringsmaatregelen ervan, uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

**Art. 49.** Artikel 9*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006, wordt vervangen als volgt:

"Art.9*bis*. § 1. De erkende onderneming kan bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" de gedeeltelijke terugbetaling verkrijgen van de opleidingskosten van de werknemers tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques.

De Waalse Regering bepaalt de criteria, de voorwaarden en de nadere regels betreffende de aanvraag en de toekenning van deze gedeeltelijke terugbetaling.

§ 2. Met het oog op de financiering van de gedeeltelijke terugbetaling van de opleidingskosten bedoeld in paragraaf 1, wordt een jaarlijkse voorafname toegepast op de beschikbare middelen bij de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Het bedrag bedoeld in het vorig lid is ingeschreven op de begroting van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" die het erkend bedrijf zal terugbetalen."

**Art. 50.** In artikel 10 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "aan de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de Ministerraad" vervangen door "aan de Regering en aan het Parlement";

2° in het tweede lid vervallen de woorden "de globale bruto en netto kostprijs van de maatregel, met bijzondere aandacht voor de terugverdieneffecten, onder meer inzake werkloosheidsuitkeringen".

**Art. 51.** In dezelfde wet wordt artikel 10ter van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 22 juni 2012, opnieuw opgenomen als volgt:

"Art.10ter. § 1. Wordt bestraft hetzij met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de wet:

1° in het kader van de buurtwerken of -diensten activiteiten uitvoert die niet toegelaten zijn in de beslissing tot erkenning;

2° dienstencheques aanneemt ter betaling van activiteiten die geen buurtwerken of -diensten zijn;

3° meer dienstencheques voor betaling aanvaardt en verzendt aan het uitgiftebedrijf voor verrichte prestaties van buurtwerken of -diensten in een bepaald kwartaal, dan het aantal bij de RSZ aangegeven arbeidsuren voor verrichte prestaties van buurtwerken of -diensten dat voor datzelfde kwartaal is gepresteerd door werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques.

§ 2. Wordt bestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 100 tot 1.000 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de wet:

1° dienstencheques van de gebruiker aanvaardt als de buurtwerken of -diensten nog niet zijn uitgevoerd;

2° buurtwerken of -diensten laat uitvoeren door een werknemer die niet werd aangeworven voor de uitvoering van deze buurtwerken of -diensten;

3° de registratie van de dienstenchequeactiviteiten niet op dergelijke wijze organiseert dat het mogelijk is exact na te gaan wat het verband is tussen de maandelijkse prestaties van elke individuele dienstenchequewerknemer, de gebruiker en de overeenkomstige dienstencheques;

4° buurtwerken of -diensten levert zonder hiertoe erkend te zijn;

5° een andere activiteit uitvoert dan de activiteiten waarvoor erkenning kan worden verleend op grond van de wet en in haar schoot geen "sui generis afdeling" heeft die zich specifiek inlaat met de tewerkstelling in het kader van het stelsel van dienstencheques, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, a);

6° werken of diensten die worden gefinancierd met dienstencheques in onderaanneming laat uitvoeren door een andere onderneming of instelling;

7° een ander dan het vanaf haar erkenning bijkomend arbeidsvolume van activiteiten van thuishulp van huishoudelijke aard laat betalen met dienstencheques."

**Art. 52.** Artikel 10*quater* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2009 en opgeheven bij de wet van 22 juni 2012, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"Art.10*quater*. Wordt bestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de wet:

1° de gebruiker vertegenwoordigt voor de toepassing van artikel 3, § 2, eerste lid, en van artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, of de werknemer vertegenwoordigt om de dienstencheques te ondertekenen;

2° de dienstencheques niet gegroepeerd per maand waarin de prestaties effectief verricht zijn, ter betaling verzendt aan het uitgiftebedrijf.

**Art. 53.** Artikel 10quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2009 en opgeheven bij de wet van 22 juni 2012, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"Art.10quinquies. § 1. Worden bestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 100 tot 1.000 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro, de gebruiker en de werknemer die, in strijd met de wet, wetens en willens hebben deelgenomen aan een in artikel 10ter bedoelde inbreuk gepleegd door een werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber.

§ 2. Worden bestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, de gebruiker en de werknemer die, in strijd met de wet, wetens en willens hebben deelgenomen aan een in artikel 10quater bedoelde inbreuk gepleegd door een werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber."

**Art. 54.** Artikel 10sexies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 juni 2009 en opgeheven bij de wet van 22 juni 2012, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"Art.10sexies. Voor de in de artikelen 10ter en 10quater bedoelde inbreuken wordt de geldboete vermenigvuldigd met het aantal bij de inbreuk betrokken werknemers. De vermenigvuldigde geldboete mag evenwel niet meer dan het honderdvoud van de maximumgeldboete bedragen."

**Art. 55.** In dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, wordt en artikel 10septies/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.10septies/1. In geval van herhaling binnen vijf jaar kan de maximale straf, vermeld in artikel 10ter tot en met 10sexies, op het dubbele van het maximum worden gebracht."

**Art. 56.** In dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, wordt en artikel 10septies/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.10septies/2. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboetes waartoe zijn lasthebbers of aangestelden zijn veroordeeld."

**Art. 57.** In dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, wordt en artikel 10septies/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.10septies/3. Onrechtmatig ontvangen bedragen worden ambtshalve teruggevorderd.

De Regering kan nadere regels vaststellen voor de terugvordering van de onrechtmatig ontvangen bedragen."

**Art. 58.** In dezelfde wet, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, wordt en artikel 10septies/4 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art.10septies/4. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet vastgestelde overtredingen. In geval van herhaling is artikel 85 van het Strafwetboek niet van toepassing."

**Art. 59.** In het opschrift van Hoofdstuk IV/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 juli 2011, worden de woorden "tegen de beslissingen van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" opgeheven.

**Art. 60.** In artikel 10octies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 juli 2011, worden de woorden "de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening" vervangen door de woorden "de Diensten die de Regering aanwijst en door de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi"".

## HOOFDSTUK XII. — *Wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers*

**Art. 61.** Artikel 15 van dezelfde wet van 5 september 2001 tot verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, vervangen bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt:

"Art. 15. Onder de voorwaarden en volgens de procedure en de nadere regels vastgesteld door de Waalse Regering, dient de werkgever voor de werknemer die in een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied werkt, een bijdrage te betalen ten gunste van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", wanneer is vastgesteld dat hij de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen 13 en 14 niet heeft nageleefd. Deze bijdrage wordt toegewezen aan het outplacement van de werknemers die niet hebben genoten van de outplacementbegeleiding bepaald bij de artikelen 13 en 14.

Het bedrag van deze bijdrage, verhoogd met een bedrag om de administratieve en financiële lasten te dekken, wordt vastgesteld door de Regering.

Deze bijdrage alsook de verhoging worden gelijkgesteld met een schuld van de werkgever tegenover de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", inzonderheid wat de termijnen inzake betaling betreft, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, de aanwijzing van de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen."

**Art. 62.** Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 17/1, luidend als volgt:

"Art. 17/1. Het toezicht en de controle op de naleving van de artikelen 15 en 16 en van de uitvoeringsmaatregelen ervan worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

**Art. 63.** In artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° werkgever: de natuurlijke of rechtspersoon die een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied heeft en die valt onder het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités."

2° punt 2° wordt aangevuld met de woorden "op het moment van de indiening van de aanvraag om toelagen en die door de in 1° bedoelde werkgever in dienst worden genomen in een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied."

**Art. 64.** Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk VII van dezelfde wet wordt vervangen door "Afdeling 2 - Subsidie toegekend in het kader van de voorziening genoemd "Fonds -beroepservaring".

**Art. 65.** Artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt opgeheven.

**Art. 66.** Artikel 25 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 67.** Artikel 26 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt:

"Art. 26. De krachtens dit hoofdstuk toegekende toelage heeft tot doel acties te ondersteunen die betrekking hebben op:

- 1° de bevordering van de arbeidsmogelijkheden van de oudere werknemer;
- 2° de kwaliteit van de arbeidsvoorwaarden van de oudere werknemers;
- 3° de organisatie van de arbeid van de oudere werknemers;
- 4° de sensibilisatie van de sectoren en de ondernemingen betreffende de punten 1° tot 3°;
- 5° de adviesverlening aan de fondsen voor bestaanszekerheid en aan de werkgevers betreffende punten 1° tot 3°.

De in het eerste lid bedoelde toelage wordt gefinancierd door een jaarlijkse onttrekking aan de geldmiddelen beschikbaar op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan het bedrag uitgetrokken is op de begroting van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

**Art. 68.** De afdeling 3 met als opschrift "Afdeling 3 -De toelage" wordt opgeheven.

**Art. 69.** In artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004 en 6 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de minister bevoegd voor Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "de Regering";

2° in het derde lid worden de woorden "Nationale Arbeidsraad" vervangen door de woorden "Sociaal-Economische Raad voor Wallonië".

**Art. 70.** In artikel 32 van dezelfde wet worden de woorden "van de artikelen 55 tot 58 van de wetten op de rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991" vervangen door de woorden "van de artikelen 57 tot 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden".

**Art. 71.** In artikel 33 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de minister die bevoegd is voor Tewerkstelling en Arbeid" vervangen door de woorden "de door de Regering aangewezen bevoegde overheid";

2° de woorden "in het fonds" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 26, tweede lid".

**Art. 72.** Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 34. Het toezicht en de controle op dit hoofdstuk en de uitvoeringsmaatregelen ervan worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid".

#### HOOFDSTUK XIII. — *Programmawet (I) van 24 december 2002*

**Art. 73.** In de programmawet (I) van 24 december 2002, laatst gewijzigd bij de wet van 26 december 2015, wordt een artikel 338/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 338/1. Opdat een werkgever aanspraak zou kunnen maken op één van de doelgroepverminderingen die door een werknemer verschuldigd is overeenkomstig de onderafdelingen 2, 3, 5, 5bis, 7, 10, 11, 12, 13 en 14 van deze afdeling, moet deze werknemer in dienst worden genomen in een inrichtingseenheid in het Franse taalgebied.

In afwijking van vorig lid en indien de werkgever niet over een inrichtingseenheid in België beschikt maar indien hij één werknemer in België tewerkstelt, zijn de doelgroepverminderingen bedoeld in de onderafdelingen 2, 3, 5, 5bis, 7, 10, 11, 12, 13 en 14 van deze afdeling van toepassing wanneer de werknemer tijdens het betrokken kwartaal hoofdzakelijk op het Franse taalgebied in dienst wordt genomen".

**Art. 74.** Dezelfde programmawet wordt aangevuld met een artikel 338/2, luidend als volgt:

"Art. 338/2. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, worden de controle en het toezicht op de artikelen 335 tot 341bis, 346 tot en met 347bis, 353bis, 353bis/9 tot 353bis/14, 353ter en 353quater en de uitvoeringsmaatregelen ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. Het is ook het geval voor de artikelen 324 tot en met 328 voor zover ze betrekking hebben op de bovenvermelde artikelen".

#### HOOFDSTUK XIV. — *Wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact*

**Art. 75.** Artikel 85 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact wordt vervangen als volgt:

"Art. 85. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, worden de controle en het toezicht op de artikelen 79 tot en met 84 en 87 en de uitvoeringsmaatregelen ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid".

#### HOOFDSTUK XV. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 76.** De artikelen 6 tot en met 11 van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, zoals ze voor hun wijziging of opheffing door de artikelen 8 tot en met 11 bestonden, zijn van toepassing voor de beroepen tegen de weigering of de intrekking van de beroepskaart, die voor de dag van inwerkingtreding van de artikelen 8 tot en met 11 ingediend werden.

**Art. 77.** Op 1 januari 2016 blijven de ondernemingen die op 31 december 2015 krachtens de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen erkend waren, op het grondgebied van het Waalse Gewest erkend te worden.

De bepalingen van hoofdstuk 11 van dit decreet zijn, zodra ze in werking treden, van toepassing op de ondernemingen die voor de inwerkingtreding ervan erkend waren en op de ondernemingen waarvan de erkenningsaanvraag voor de inwerkingtreding ervan ingediend is.

HOOFDSTUK XVI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 78.** Het decreet van 13 maart 2003 houdende oprichting van een Waalse maatschappij voor arbeidsbemiddelingsdiensten tegen betaling wordt opgeheven.

**Art. 79.** De volgende artikelen worden opgeheven in het sociaal strafwetboek, gewijzigd bij de wetten van 29 maart 2012, 11 februari 2013 en 25 april 2014:

1° artikel 173, § 1;

2° artikel 177/1, §§ 1, 2, 4 en 5, en § 3, eerste lid, 3°, 4° en 5°.

**Art. 80.** Artikel 78 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

**Art. 81.** De artikelen 40, 2°, en 49 hebben uitwerking op 1 april 2015.

**Art. 82.** De artikelen 2, 3, 5, 6, 7, 16, 1° en 2°, 18, 1° à 7°, 19, 1°, 28, 31, 35, 40, 1°, 3°, 5°, 6° en 8°, 41, 42, 43, 44 à 47, 50, 61, 63 tot 68, 69, 1°, 70, 71 et 73 hebben uitwerking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 28 april 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 440 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 27 april 2016.

Bespreking.

Stemming.

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2016/21028]

4 MEI 2016. — Ministerieel besluit tot benoeming van leden van de Commissie voor de overheidsopdrachten

De Eerste Minister,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 maart 1998 tot inrichting van de Commissie voor de overheidsopdrachten, artikel 5,

Besluit :

**Artikel 1.** Is benoemd tot lid van de Commissie voor de overheidsopdrachten, als afgevaardigde van de federale Regering :

de Heer B. HEUNINCKX Dr, Ir, Majoor van het vliegwezen stafbrevehouder, hoofd van de ondersectie juridische expertise en geschillen bij het Ministerie van Landsverdediging.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2016/21028]

4 MAI 2016. — Arrêté ministériel portant nomination de membres de la Commission des marchés publics

Le Premier Ministre,

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1998 organisant la Commission des marchés publics, l'article 5,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est nommé membre de la Commission des marchés publics, en tant que délégué du Gouvernement fédéral :

Monsieur B. HEUNINCKX Dr, Ir, Major d'aviation breveté d'état-major, chef de la sous-section expertise juridique et litiges au Ministère de la Défense.